

No. 26851

**FRANCE
and
SWITZERLAND**

Exchange of notes constituting an agreement on the establishment of the Council of Lake Léman (with annexed Convention). Berne, 10 June 1987

Authentic text: French.

Registered by France on 6 October 1989.

**FRANCE
et
SUISSE**

Échange de notes constituant un accord relatif à l'institution du Conseil du Léman (avec Convention annexée). Berne, 10 juin 1987

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 6 octobre 1989.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT SUISSE RELATIF À L'INSTITUTION DU CONSEIL DU LÉMAN

I

AMBASSADE DE FRANCE EN SUISSE

N° 131

L'Ambassade de France présente ses compliments au Département Fédéral des Affaires Etrangères et, se référant à sa note n° 46 du 18 février 1987 ainsi qu'à celle envoyée en réponse le même jour par le Département Fédéral des Affaires Etrangères, a l'honneur de lui faire part de ce qui suit :

Les Départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et les Cantons de Vaud, du Valais et de Genève ont signé le 19 février, ce dont le Gouvernement se félicite, une Convention instituant le Conseil du Léman. Celle-ci se situe dans le cadre de la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales du 21 mai 1980², à laquelle tant la France que la Suisse sont parties.

Toutefois, lors de la ratification de cet instrument, le Gouvernement français a déclaré, en se référant au paragraphe 2 de l'article 3 de la Convention-cadre européenne précitée, qu'il subordonnait l'application de celle-ci à la conclusion d'accords interétatiques. Compte-tenu de l'intérêt qui s'attache à la coopération entre les Départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et les Cantons de Vaud, du Valais et de Genève ainsi que la présence expressément prévue de représentants, en qualité d'observateurs, des deux Gouvernements aux séances des différents organes du Conseil du Léman, le Gouvernement français est, en l'espèce, disposé à accepter l'intervention de la Convention instituant ce Conseil.

Si la conclusion de cette Convention ne soulevait pas d'objection de la part des autorités de la Conférence suisse, le Gouvernement français serait reconnaissant à ces dernières de lui faire savoir afin que la présente note et la réponse qui lui sera apportée constituent l'accord auquel la France s'est référée dans la déclaration précitée.

L'Ambassade de France saisit cette occasion pour renouveler au Département Fédéral des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Berne, le 10 juin 1987

[Signé]

JEAN-MARIE MERILLON
Ambassade de France

Département Fédéral des Affaires Etrangères
Palais Fédéral
Berne

¹ Entré en vigueur le 10 juin 1987 par l'échange desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1272, p. 61.

II

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

s.B.12.51.18.2

Le Département Fédéral des Affaires Etrangères présente ses compliments à l'Ambassade de France et a l'honneur d'accuser réception de la note de l'Ambassade du 10 juin 1987 qui a la teneur suivante :

[*Voir note I*]

Le Département informe l'Ambassade que ladite Convention ne soulève pas d'objection de la part des autorités suisses. Dès lors la note de l'Ambassade ainsi que la présente réponse du Département constituent l'accord auquel la France s'était référée dans sa déclaration précitée.

Le Département saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade l'assurance de sa haute considération.

Berne, le 10 juin 1987

Ambassade de France
Berne

CONVENTION INSTITUANT LE CONSEIL DU LÉMAN

Les Parties à la présente Convention (ci-après, « les Parties contractantes ») à savoir :

D'une part, le Canton de Vaud, le Canton du Valais, le Canton de Genève,
Et, d'autre part, le Département de l'Ain, le Département de la Haute-Savoie,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et de promouvoir la coopération entr'eux,

Dans l'esprit et en application de la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière des autorités et collectivités territoriales¹, ratifiée par la Suisse et la France, respectivement les 3 mars 1982² et 14 février 1984³,

Dans l'esprit, également, de la Charte de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe,

Considérant qu'il découle de l'expérience que la coopération des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe est de nature à permettre une meilleure exécution des missions qui leur sont propres, qu'elle est susceptible de contribuer, en particulier, à la mise en valeur et au développement des régions frontalières au sein de l'espace européen,

Considérant l'importance que la coopération entre autorités et collectivités territoriales frontalières peut revêtir dans des secteurs tels que le développement régional, urbain et rural, la protection de l'environnement, l'amélioration des infrastructures et des services offerts aux citoyens et l'entraide en cas de sinistre,

Résolus à renforcer et à développer leurs rapports de bon voisinage et à se munir d'instruments pour coopérer et contribuer ainsi au progrès économique et social des régions frontalières et à la solidarité entre peuples européens,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE 1^{er} INSTITUTION DU CONSEIL

Article 1^{er} PRINCIPE

Les Parties contractantes instituent un Conseil de Léman (ci-après « le Conseil »)

Article 2 RÔLE

Le Conseil constitue une institution consultative. Il examine les questions d'intérêt commun et fait des recommandations à l'intention des autorités compétentes des Parties contractantes.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1272, p. 61.

² *Ibid.*, p. 66.

³ *Ibid.*, vol. 1497, p. 438.

Article 3

ORDRE DES COMPÉTENCES NATIONAL

La présente Convention s'applique dans le respect des compétences des collectivités territoriales telles que définies par le droit interne de la France et de la Suisse.

TITRE 2

BUTS DU CONSEIL

Article 4

COOPÉRATION

Le Conseil favorise la coopération transfrontalière entre les Parties contractantes dans ses aspects économiques, sociaux, culturels, écologiques, infrastructurels et autres.

Article 5

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans le cadre des activités mentionnées à l'article 4, le Conseil encourage le développement et l'aménagement concertés et convergents du Bassin lémanique, compte tenu de ses spécificités propres.

TITRE 3

DOMAINE D'ACTIVITÉS DU CONSEIL

Article 6

Les principaux domaines d'investigation du Conseil sont, à titre non limitatif, les suivants :

- Transports et voies de communication,
- Production et transport d'énergie, économie hydraulique,
- Agriculture, économie agricole, économie montagnarde, économie forestière,
- Protection du milieu naturel, des lacs et des cours d'eau, des forêts, des sites, du patrimoine,
- Protection et amélioration du cadre de vie,
- Urbanisme, équipement,
- Développement socio-économique, urbain et rural, promotion industrielle, échanges technologiques,
- Promotion du tertiaire, du secteur touristique et du thermalisme,
- Formation professionnelle et recyclage, équivalence et reconnaissance de diplômes, recherche scientifique,
- Culture et patrimoine culturel, échanges artistiques, techniques modernes d'information et de communication,
- Santé, hôpitaux, unités de recherches,
- Population frontalière et questions sociales.

TITRE 4
ORGANISATION DU CONSEIL

Article 7
ORGANES

Le Conseil comprend un comité et des groupes de travail.

Article 8
COMPOSITION DU COMITÉ

Le comité est composé de quinze membres désignés par les autorités cantonales et départementales respectives : trois pour le Canton de Vaud, trois pour le Canton du Valais, trois pour le Canton de Genève, trois pour le Département de l'Ain et trois pour le Département de la Haute-Savoie.

Article 9
ATTRIBUTIONS DU COMITÉ

Le comité définit l'action du Conseil, imprime une impulsion, coordonne les activités des groupes de travail.

Article 10
RÉUNION DU COMITÉ

Le comité se réunit au moins deux fois par an. Experts et représentants des groupes de travail peuvent être invités à certaines séances durant lesquelles des points particuliers sont examinés.

Article 11
PRÉSIDENTE

A tour de rôle, chacun de cinq cantons et départements assume la présidence du comité pour une période de deux ans. Le président est élu pour la même durée par le comité sur proposition du canton ou du département qui assume cette présidence. Il est rééligible autant de fois que le tour de rôle le lui permet.

Article 12
VICE-PRÉSIDENTE

Le comité élit un vice-président par groupe de travail chargé d'en assumer la direction et la responsabilité, pour une période de deux ans qui coïncide avec le mandat du président. Les vice-présidents sortants sont rééligibles, le nombre des mandats n'étant pas limité.

Article 13
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le comité est assisté d'un secrétariat comprenant une personne par canton ou département; chaque secrétaire remplira les fonctions de Secrétaire général pendant la durée de présidence du canton ou du département qui l'aura désigné.

Le comité peut nommer un ou plusieurs chargés de mission.

Article 14

GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail exercent leurs compétences d'étude, de réflexion et de proposition notamment dans les domaines suivants :

- Economie et tourisme,
- Transports et communication,
- Culture, éducation,
- Population frontalière et questions sociales,
- Aménagement du territoire et environnement.

Article 15

COMPOSITION DES GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail sont permanents. Chacun des groupes comprend 15 membres désignés par les autorités cantonales et départementales respectives et selon la répartition suivante : trois pour le Canton de Vaud, trois pour le Canton du Valais, trois pour le Canton de Genève, trois pour le Département de l'Ain et trois pour le Département de la Haute-Savoie. Sans que cette répartition puisse être modifiée, chacun des groupes de travail doit comprendre au moins deux représentants du comité dont l'un assumera la direction et la responsabilité, conformément à l'article 12.

Article 16

RÉUNION DES GROUPES DE TRAVAIL

Chaque groupe de travail se réunit au moins deux fois par an. Il peut faire appel à des techniciens et experts pour traiter dans un laps de temps fixé, de problèmes déterminés.

Article 17

OBSERVATEURS

Des représentants des Gouvernements suisse et français peuvent assister, en qualité d'observateurs, aux séances des différents organes du Conseil. Des représentants de collectivités voisines ou de collectivités territoriales auxquelles les Parties contractantes sont liées peuvent y être invités.

TITRE 5

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Article 18

FINANCEMENT

Les Parties contractantes subviennent aux frais de leurs propres délégués. Elles contribuent en plus au financement des actions du Conseil en fonction d'une clé de répartition, qui sera arrêtée par le comité.

Article 19

LANGUE ET PROCÈS-VERBAL DES RÉUNIONS

La langue de travail du Conseil est le français. Un procès-verbal résumant les travaux des réunions du Comité et de chaque groupe de travail est établi, signé respectivement par le président et les vice-présidents et transmis dans un délai de deux mois aux membres des instances concernées du Conseil.

Article 20

TRANSMISSION DES RECOMMANDATIONS

Les recommandations du Conseil sont adressées par le président aux autorités compétentes des Parties contractantes.

TITRE 6

DISPOSITIONS FINALES

Article 21

ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur de la présente Convention est subordonnée à la conclusion d'un accord entre le Gouvernement français et le Conseil fédéral suisse.

Article 22

DÉNONCIATION

La présente Convention peut être dénoncée par chacune des Parties contractantes, moyennant un préavis de 6 mois avant la fin de l'année civile.

FAIT à Lausanne, le 19 février 1987.

Pour le Gouvernement du Canton de Vaud :

Pour le Gouvernement du Canton du Valais :

Pour le Gouvernement du Canton de Genève :

Pour le Département de l'Ain :

Pour le Département de la Haute-Savoie :

Pour le Conseil du Léman :

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN THE FRENCH GOVERNMENT AND THE SWISS GOVERNMENT ON THE ESTABLISHMENT OF THE COUNCIL OF LÉMAN

I

THE EMBASSY OF FRANCE IN SWITZERLAND

No. 131

The Embassy of France presents its compliments to the Federal Department of Foreign Affairs and, with reference to its note No. 46 of 18 February 1987 and the reply sent on the same date by the Federal Department of Foreign Affairs, has the honour to inform it of the following:

The Departments of Ain and Haute-Savoie and the Cantons of Vaud, Valais and Geneva signed on 19 February, to the Government's gratification, an Agreement establishing the Council of Léman. This Agreement falls within the framework of the European Outline Convention on transfrontier cooperation between territorial communities or authorities of 21 May 1980², to which both France and Switzerland are parties.

However, at the time of ratifying the aforementioned European Outline Convention the French Government declared, in reference to article 3, paragraph 2, of that instrument, that it made implementation of the Convention conditional upon the conclusion of inter-State agreements. In view of the desirability of cooperation between the Departments of Ain and Haute-Savoie and the Cantons of Vaud, Valais and Geneva and the express provision made for the presence at meetings of the various organs of the Council of Léman of representatives of the two Governments in the capacity of observers, the French Government is prepared to agree in the case in point to the implementation of the Convention establishing this Council.

If the conclusion of the Agreement does not give rise to any objection on the part of the authorities of the Swiss Confederation, the French Government would be grateful to those authorities if they would notify it accordingly, in order that this note and the reply thereto may constitute the agreement referred to by France in the aforementioned declaration.

The Embassy of France takes this opportunity, etc.

Berne, 10 June 1987

[Signed]

JEAN-MARIE MERILLON
Ambassador of France

Federal Department of Foreign Affairs
Palais Fédéral
Berne

¹ Came into force on 10 June 1987 by the exchange of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1272, p. 61.

II

FEDERAL DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS

s.B.12.51.18.2

The Federal Department of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of France and has the honour to acknowledge receipt of the Embassy's note of 10 June 1987 which reads as follows:

[See note I]

The Department informs the Embassy that the Agreement in question does not give rise to any objection on the part of the Swiss authorities. The Embassy's note and this reply of the Department therefore constitute the agreement to which France referred in its aforementioned declaration.

The Department takes this opportunity, etc.

Berne, 10 June 1987

Embassy of France
Berne

AGREEMENT ESTABLISHING THE COUNCIL OF LÉMAN

The Parties to this Agreement (hereinafter, “the Contracting Parties”), namely:

On the one hand, The Canton of Vaud, The Canton of Valais, The Canton of Geneva,

And, on the other hand, The Department of Ain, The Department of Haute-Savoie,

Bearing in mind that the aim of the Council of Europe is to achieve a closer union of its members and to promote cooperation between them,

In the spirit of and in implementation of the Council of Europe’s Outline Convention on transfrontier cooperation between territorial communities or authorities,¹ ratified by Switzerland and France on 3 March 1982² and 14 February 1984,³ respectively,

In the spirit, likewise, of the Charter of the Conference of Local and Regional Authorities of Europe,

Bearing in mind that experience has shown that cooperation between the local and regional authorities of Europe tends to enable them to discharge their specific responsibilities more effectively and that cooperation may consequently help to contribute, in particular, to the progress and development of frontier regions with Europe,

Bearing in mind the potential importance of cooperation between frontier territorial communities and authorities in areas such as regional urban and rural development, protection of the environment, improvement of the infrastructures and services provided to citizens and mutual assistance in the event of disaster,

Being resolved to strengthen and develop their neighbourly relations and to equip themselves with mechanisms of cooperation in order to contribute thereby to the economic and social progress of frontier regions and to solidarity between the peoples of Europe,

Have agreed as follows:

TITLE I

ESTABLISHMENT OF THE COUNCIL

Article 1

PRINCIPLE

The Contracting Parties shall establish a Council of Léman (hereinafter, “the Council”).

Article 2

ROLE

The Council shall be a consultative body. It shall consider questions of common interest and shall make recommendations to the competent authorities of the Contracting Parties.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1272, p. 61.

² *Ibid.*, p. 62.

³ *Ibid.*, vol. 1497, p. 436.

Article 3

NATIONAL ORDER OF POWERS

This Agreement shall be applied subject to respect for the powers of the territorial communities as determined by the national legislation of France and of Switzerland.

TITLE 2

OBJECTIVES OF THE COUNCIL

Article 4

COOPERATION

The Council shall promote transfrontier cooperation between the Contracting Parties in respect of economic, social, cultural, ecological, infrastructural and other matters.

Article 5

TERRITORIAL PLANNING

Within the framework of the activities referred to in article 4, the Council shall encourage cooperative and integrated planning and development of the Léman Basin, taking account of its specific features.

TITLE 3

SCOPE OF THE ACTIVITIES OF THE COUNCIL

Article 6

The Council's principal, but not exclusive, fields of study shall be the following:

- Transport and communications;
- Energy production and distribution, economics of water resource management;
- Agriculture, agricultural economics, economics of mountainous areas, economics of forestry;
- Protection of the natural environment, lakes and watercourses, forests, places of interest and the natural heritage;
- Protection and enhancement of the living environment;
- Urban planning and amenities provision;
- Socio-economic development of urban and rural areas, industrial promotion and exchange of technology;
- Development of the tertiary sector, tourism and the spa industry;
- Vocational training and retraining, equivalency and recognition of qualifications, scientific research;
- Culture and cultural heritage, artistic exchanges, modern methods of information and communication;
- Health, hospitals, research institutes;
- Frontier-area population and social questions.

TITLE 4
ORGANIZATION OF THE COUNCIL

Article 7

ORGANS

The Council shall consist of a committee and working parties.

Article 8

COMPOSITION OF THE COMMITTEE

The committee shall be composed of 15 members appointed by the respective cantonal and departmental authorities: three for the Canton of Vaud, three for the Canton of Valais, three for the Canton of Geneva, three for the Department of Ain and three for the Department of Haute-Savoie.

Article 9

FUNCTIONS OF THE COMMITTEE

The committee shall determine the work of the Council, provide impetus and coordinate the activities of the working parties.

Article 10

MEETINGS OF THE COMMITTEE

The committee shall meet not less than twice a year. Experts and representatives of the working parties may be invited to attend particular sessions at which specific questions are being considered.

Article 11

CHAIRMANSHIP

Each of the five cantons shall assume the chairmanship of the committee, in rotation, for a period of two years. A chairman shall be elected for the same period by the committee, on the proposal of the canton or department assuming the chairmanship. The chairman may be re-elected as many times as rotation of the post permits.

Article 12

VICE-CHAIRMANSHIP

The committee shall elect a vice-chairman for each working party, to direct and be accountable for its work for a period of two years coinciding with the chairman's term of office. Outgoing vice-chairmen may be re-elected, with no restriction on the number of their terms of office.

Article 13

SECRETARIAT

The committee shall have the assistance of a secretariat consisting of one person from each canton or department; each member of the secretariat shall carry out the functions of Secretary-General for the duration of the chairmanship of the canton or department responsible for his appointment.

The committee may appoint one or more official representatives.

Article 14

WORKING PARTIES

The working parties shall exercise their competence to study, consider and propose in the following fields in particular:

- Economics and tourism;
- Transport and communications;
- Culture and education;
- Frontier-area population and social questions;
- Territorial planning and environment.

Article 15

COMPOSITION OF THE WORKING PARTIES

The working parties shall be permanent bodies. Each of the working parties shall consist of 15 members appointed by the respective cantonal and departmental authorities, according to the following arrangement: three representing the Canton of Vaud, three representing the Canton of Valais, three representing the Canton of Geneva, three representing the Department of Ain and three representing the Department of Haute-Savoie. Without prejudice to that arrangement, the membership of each of the working parties must include not less than two representatives of the committee, one of whom shall direct and be accountable for its work, in accordance with the provisions of article 12.

Article 16

MEETINGS OF THE WORKING PARTIES

Each working party shall meet not less than twice per year. It may avail itself of the services of experts and specialists in order to enable it to deal with particular problems within a specified period of time.

Article 17

OBSERVERS

Representatives of the Swiss and French Governments may attend meetings of the different organs of the Council in the capacity of observers. Representatives of neighbouring communities or of territorial communities with which the Contracting Parties are associated may be invited to attend.

TITLE 5

FUNCTIONING OF THE COUNCIL

Article 18

FINANCING

The Contracting Parties shall defray the expenses of their own delegates. They shall also contribute to financing the work of the Council in accordance with a cost-sharing arrangement to be determined by the committee.

Article 19

LANGUAGE AND REPORTING OF MEETINGS

The working language of the Council shall be French. A summary record of the proceedings of each meeting of the committee and of each working party shall be prepared, signed by the chairman or vice-chairman, respectively, and transmitted to the members of the relevant organs of the Council within two months.

Article 20

REFERRAL OF RECOMMENDATIONS

The recommendations of the Council shall be addressed by the chairman to the competent authorities of the Contracting Parties.

TITLE 6

FINAL PROVISIONS

Article 21

ENTRY INTO FORCE

The entry into force of this Agreement shall be subject to the conclusion of an agreement between the French Government and the Swiss Federal Council.

Article 22

DENUNCIATION

This Agreement may be denounced by either of the Contracting Parties on notice given six months prior to the end of the calendar year.

DONE at Lausanne on 19 February 1987.

For the Government of the Canton of Vaud:

For the Government of the Canton of Valais:

For the Government of the Canton of Geneva:

For the Department of Ain:

For the Department of Haute-Savoie:

For the Council of Léman:
